



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : www.sitecommunistes.org

Hebdo : Communistes.hebdo@wanadoo.fr

E'mail : communistes2@wanadoo.fr

22-07-2015

Toujours plus d'austérité en France : Les recommandations de l'OCDE et du FMI

Le journal « les Echos » se réjouit : *les hausses de salaires plus rares et plus faibles dans les branches que l'an dernier*. 90% des hausses ont été inférieures à 2%, un quart à 1%. La valeur médiane des hausses de salaire atteint 1,3% contre 1,9 à 2,3% les années précédentes. Pendant ce temps patronat et gouvernement relayés par la CFDT nous parlent d'augmentation du pouvoir d'achat.

Ils reçoivent le soutien des institutions internationales OCDE (organisation de coopération et de développement européenne) et FMI (Fond Monétaire International), organismes chargés de promouvoir les solutions exigées par le capital dans sa recherche du profit.

L'OCDE vient de publier une étude qui encourage le gouvernement français dans sa **chasse aux chômeurs de longue durée** qui, soi-disant, ne sont pas assez actifs pour retrouver un emploi. Elle remet aussi en cause les **indemnités de chômage trop élevées en France** selon elle.

Comme si les chômeurs étaient responsables de leur état. Comme si les embauches étaient florissantes, comme si mois après mois le chômage n'augmentait pas suite aux destructions d'emplois pratiquées par le patronat.

En culpabilisant les chômeurs, en les présentant comme vivants aux crochets de la société gouvernement, patronat, OCDE veulent renverser les responsabilités et préparer l'opinion à accepter une baisse des indemnités.

Pareil pour le **SMIC**, pour l'OCDE il est **trop élevé en France**. Trop élevé par rapport à quoi ? Au smic bulgare, letton, voire allemand ? Ce qui est visé c'est une nouvelle baisse du prix du travail pour augmenter les profits du patronat.

Le FMI après avoir infligé des saignées terribles dans tous les pays en difficultés, vient de faire ses recommandations pour la France.

Après avoir félicité le gouvernement Hollande pour le CICE (Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi), le pacte de responsabilité - 56 milliards de cadeaux au patronat-, les lois Macron (adoptée à coups de 49-3) et Rebsamen (sur le dit "dialogue social") le FMI rappelle ses exigences qui sont le calque de celles du Medef.

Jugez-en : le marché du travail est trop rigide, les marges des entreprises trop faibles, les obstacles à la concurrence trop nombreux. La dépense publique est trop élevée. Pour la diminuer il faut : augmenter l'âge de départ en retraite, réformer les aides sociales et le système d'assurance maladie, donner plus de poids aux accords d'entreprise en réformant le salaire minimum et les allocations chômage.

Le capitalisme, ses institutions, ses gouvernements ne connaissent pas de limites à leurs exigences.

Un seul moyen pour les arrêter. La lutte unie, résolue, sans compromission des peuples.